



Les idiots utiles

Description

Donald Trump vient de conclure un accord avec la Russie pour s'approvisionner en diesel russe, avec pour objectif de faire baisser les cours mondiaux de ce carburant et de garantir des approvisionnements suffisants aux États-Unis et, accessoirement, à l'Europe.

Des informations font également état d'accords secrets plus importants, qui n'ont pas été officiellement confirmés à ce jour, concernant la reprise éventuelle des livraisons de gaz russe à l'Europe via le seul gazoduc Nord Stream qui n'aurait pas été détruit. Selon certaines hypothèses, les services norvégiens, américains et ukrainiens auraient joué un rôle dans les sabotages.

Si ces informations se confirmaient, l'Europe aurait donc sanctionné le gaz russe pour finir par acheter ce même gaz, directement ou indirectement, par l'intermédiaire de pays comme l'Inde et les États-Unis.

Entre-temps, le prix du gaz aurait été multiplié par trois, tandis qu'une grande partie de l'industrie pétrochimique européenne aurait été contrainte de fermer ses portes.

L'Europe aurait ainsi troqué sa dépendance énergétique envers la Russie contre une dépendance envers l'Inde et les États-Unis, tout en payant son énergie beaucoup plus chère. Une performance remarquable pour un continent qui prétend défendre sa souveraineté.

Mais revenons au diesel.

Indispensable aux transporteurs, aux agriculteurs et aux professionnels du bâtiment, ce carburant est devenu un enjeu économique majeur. Aux États-Unis comme ailleurs, les tensions sur les marchés des produits raffinés alimentent les inquiétudes. Les capacités de raffinage et la disponibilité des matières premières nécessaires à la production de diesel et de kérosène constituent des facteurs déterminants.

Pour les États-Unis, un tel accord présenterait plusieurs avantages. Il pourrait contribuer à détendre le marché des carburants, procurer des gains économiques directs et renforcer l'influence américaine sur l'approvisionnement énergétique européen.

Pour les Européens, le bilan pourrait être beaucoup moins favorable. Une énergie plus chère, une dépendance accrue envers Washington et une souveraineté énergétique toujours aussi incertaine : voilà le prix potentiel d'une stratégie dont les conséquences semblent avoir été insuffisamment anticipées.

Pour la Russie, ce serait un retournement de situation spectaculaire. Moscou retrouverait des débouchés commerciaux, préserverait ses recettes d'exportation et pourrait continuer à vendre ses hydrocarbures, tandis que les Européens seraient susceptibles de les payer plus cher après avoir renoncé à leurs approvisionnements directs.

Sur le plan énergétique, ce scénario évoque un nouvel accord de Yalta : les deux grandes puissances s'entendraient sur leurs intérêts respectifs, tandis que l'Europe découvrirait qu'elle ne participe pas véritablement aux décisions qui engagent son avenir.

Macron, Merz et le Premier ministre britannique apparaîtraient alors comme les idiots utiles de cette opération, incapables de transformer leurs déclarations d'indépendance en une véritable stratégie commune.

Une fois de plus, l'Europe pourrait se réfugier derrière ses grands principes, ses « valeurs », le droit international et sa solidarité avec l'Ukraine. Mais au nom de quoi, exactement, et à quel prix ? La question est importante, car la solidarité politique ne dispense pas de réfléchir aux conséquences économiques et stratégiques des décisions prises.

En attendant, Zelensky voit se profiler le risque d'un accord entre Washington et Moscou négocié au détriment des intérêts ukrainiens. Les frappes de drones contre les raffineries russes peuvent affaiblir les capacités de production et de financement de la Russie, mais elles risquent aussi de compliquer d'éventuelles négociations entre les deux puissances. Le 10 octobre dernier, plus de 600 drones auraient été lancés contre des installations russes en une seule journée.

Zelensky se retrouve ainsi dans une position particulièrement délicate. Pour défendre son pays, il cherche à maintenir la pression militaire sur Moscou. Mais si Washington privilégie désormais un compromis avec la Russie, cette stratégie pourrait entrer en collision avec les intérêts américains. L'Ukraine risquerait alors de découvrir que le soutien dont elle dépend n'est pas un engagement inconditionnel.

Voilà le véritable paradoxe de cette affaire. La Russie pourrait retrouver des débouchés énergétiques, les États-Unis pourraient consolider leur influence et l'Ukraine pourrait voir sa marge de manœuvre se réduire. Quant à l'Europe, elle aurait supporté le coût des sanctions sans parvenir à s'affranchir de sa dépendance énergétique.

Les grandes puissances défendent leurs intérêts. C'est leur métier. Le problème, c'est que l'Europe semble être la seule à avoir confondu les déclarations de principe avec une stratégie de puissance. En voulant donner des leçons à Moscou, elle risque de payer la facture, tandis que Washington et Moscou négocieront entre eux.

Dans ce grand jeu géopolitique, les uns décident, les autres subissent. Et l'Europe, qui prétendait peser sur le cours de l'histoire, pourrait bien se retrouver réduite au rôle de spectatrice de sa propre

impuissance... comme d'hab....

Chanoine

Categorie

1. International

date créée

14 octobre 2026